

Paris collectifs sportifs—Loi

Personnellement, je partage le point de vue de nombreux députés, à savoir que nous assistons à la faillite du gouvernement, non seulement du point de vue financier mais moral. Je ne veux pas me lancer dans un débat sur la chance. Dans un pays comme le nôtre, les gens ont dû courir leur chance de bien des façons afin d'améliorer leur sort dans le cadre du système de libre entreprise dont notre parti se fait le défenseur.

Je ne vois pas d'objection à ce qu'on coure sa chance dans une société libre lorsqu'on a les moyens de le faire. Mais je m'oppose à ce qu'un gouvernement incite les plus défavorisés à gaspiller ainsi le peu qu'ils ont. Je m'oppose à ce projet de loi et aux conséquences d'une mesure qui autorise le gouvernement fédéral à enfreindre les lois en modifiant le Code criminel. Ces conséquences se feront encore sentir longtemps quand les Jeux olympiques de Calgary seront déjà chose du passé. Cette façon de faire révèle la faillite morale du gouvernement d'en face.

Le gouvernement parle de recueillir quelque 100 millions de dollars nets annuellement pour les fins et les buts énoncés dans la mesure législative. Les quatre affectations prévues pour ces recettes sont le sport amateur et le conditionnement physique, les arts et la culture, la recherche médicale et sanitaire et, enfin—il est intéressant de remarquer que ce soit-là la dernière des priorités énumérées dans la mesure législative—l'aide au financement des Jeux olympiques de Calgary.

On se demande bien pourquoi ce projet de loi n'a pas été présenté uniquement pour les besoins des Jeux olympiques de Calgary. Je ne peux m'empêcher, à l'instar d'autres députés à la Chambre, de soupçonner que la théorie gouvernementale des Jeux, si je puis dire, déborde amplement l'idée que les Jeux olympiques de Calgary auront quelque peu besoin de l'aide du gouvernement. L'insistance sur la nécessité d'aider à absorber le coût des Jeux olympiques de Calgary n'est qu'un faux prétexte, un certain chantage exercé sur la Chambre en vue de justifier un changement important, et un autre exemple de la stupidité du gouvernement, puisque ce changement nuira à tout le système des programmes d'aide sociale que nous avons établis au pays.

D'où le gouvernement pense-t-il que ces 100 millions de dollars par année vont venir, monsieur le Président? Il sait parfaitement qu'ils vont provenir de la poche des Canadiens moyens, en gros de ceux qui ont tiré le diable par la queue toute leur vie et qui comptent sur cette unique chance de s'en sortir. Ceux qui ont du mal à donner du pain à manger à leurs enfants, à faire face à l'hypothèque, et le reste, et le reste. Le chômage frappe à leur porte, leur entreprise est au bord de la faillite. Ils sont aux abois. Mais ce sont eux qui vont acheter ce billet de loterie sur le football, patronné par le gouvernement fédéral. Quelle preuve de faillite morale, évidente pour tant de Canadiens, que ce gouvernement qui n'hésite devant rien pour mettre au point un régime d'impôt progressif sur les revenus, assorti de toutes sortes de déductions, d'exemptions et de crédits d'impôt pour ceux qui ont le plus besoin d'être aidés, les parents célibataires, les retraités de la vieillesse, les chômeurs et les assistés sociaux.

Où pensez-vous, monsieur le Président, que ces gens vont aller avec leur chèque de bien-être social si, chaque fois qu'ils entrent dans un centre commercial, qu'ils vont à une manifestation sportive ou qu'ils ouvrent la télévision, ils sont bombardés d'annonces des nouveaux paris collectifs sportifs patronnés par notre ami le député de Halifax (M. Regan) qui trouve l'idée si fantastique? D'où pense-t-il que l'argent va venir, monsieur le Président? De la poche de ceux qui en ont besoin. De ce point de vue, c'est tout simplement une forme dissimulée d'impôt dégressif contre les pauvres et les écrasés de notre société.

Où cet argent va-t-il aller? Nous savons que 30 p. 100 au maximum vont aller vers ces prétendues bonnes œuvres que le gouvernement nous propose. Il y aurait beaucoup d'autres façons de trouver de l'argent pour ces bonnes œuvres. Il y en a beaucoup d'entre elles qui pourraient être régulièrement financées, autrement que par son système de superprofits bidons qu'on appelle la loterie sportive.

Si nous jetons un instant un coup d'œil sur le dossier de Loto Canada, on voit qu'en 1977 cet organisme a recueilli 225 millions mais qu'il n'en est allé que 3.7 millions, c'est-à-dire 1.6 p. 100, à la santé et au sport amateur. Vingt-cinq millions de dollars ont été consacrés à la publicité et à la promotion. Le reste a été absorbé par les commissions des grossistes, les lots et la dette olympique. Si le montant affecté aux prix ne compte que pour 30 p. 100 du total, il est évident qu'une grande partie de cet argent sera gaspillé pour de la publicité inutile, des contrats et des commissions accordés à des amis du parti libéral. C'est tout. Soyons honnêtes, il ne s'agit, à l'évidence, que d'un moyen de distribuer des faveurs.

M. Ian Howard, grand ami de l'ex-député de Skeena, par un curieux hasard, s'est retrouvé président de Loto Canada en raison de ses relations avec les libéraux. Il ne faut pas chercher d'autre explication. Il a parcouru le pays, recrutant des vendeurs rémunérés à commission de différentes sociétés, dilapidant les fonds publics pour faire du favoritisme, exercer une influence sur nombre d'organisations et de citoyens du Canada et pour récompenser les loyaux serviteurs du parti libéral. J'ose faire cette allégation.

Il me semble que le gouvernement essaie de s'emparer des ressources limitées des pauvres gens, ce qui va à l'encontre du programme d'allocations familiales, du crédit d'impôt-enfants, de l'aide sociale, de l'assurance-chômage et de tous ces programmes qui aident les plus démunis. Le gouvernement se saisira de cet argent pour constituer un fond de plusieurs millions de dollars qui, selon lui, ne représente qu'un simple jeu, un petit divertissement pour les Canadiens. Pour en faire la promotion, on imprimera dans le coin du moindre document un petit drapeau blanc et rouge et le logo du parti libéral du Canada. Les Canadiens en ont assez de ce genre d'étalage, tout autant que de l'assemblage criard et laid qui sera installé devant les édifices du Parlement à l'occasion du 1^{er} juillet pour promouvoir la cause du parti libéral.